

Edito

Par Jean PARENTY

POUR SORTIR DE LA CRISE : Il faut réévaluer le travail

Bien au delà des dérèglements de la finance, c'est dans la stagnation voire la régression des revenus du travail que la crise actuelle trouve son origine.

Depuis le début des années 1980 le Capital s'est appuyé sur deux leviers pour prendre sa revanche sur le travail : le chômage de masse et la mondialisation financière qui lui permettent d'exercer un chantage permanent sur les salaires en France et au monde entier, brandissant la menace de fermetures et des délocalisations.

Résultat la part des salaires dans la valeur ajoutée (somme des richesses créées) ne cesse de baisser. En France la spoliation opérée sur les salaires au profit des revenus du Capital représente de 90 à 170 milliards d'€. Si les entreprises ont regonflé leur marge elles n'ont pas pour autant investi davantage, les profits accumulés ont été massivement redistribué sous forme de dividendes (4,3% de la masse salariale en 1982 et 12,9% en 2008) qui sont venus alimenter la spéculation financière.

Ce n'est pas l'ouverture des marchés vers les pays émergents, la consommation des rentiers ou le développement du crédit qui pourront permettre l'écoulement des voitures et autres produits.

La crise actuelle est l'échec de ce mode de fonctionnement.

Il faut certes augmenter les salaires les minima sociaux, mais aussi exiger une responsabilisation sociale et territoriale des entreprises, leur imposer des critères de gestion d'efficacité sociale et des pouvoirs décisionnels des salariés, y compris un pouvoir suspensif avec pour choix la baisse des coûts en capital plutôt que la baisse « des coûts du travail ».

Le crédit aux entreprises est au cœur de l'exacerbation de la crise. Il faut en changer les critères, il s'agirait de baisser d'autant plus fortement son taux d'intérêt pour les investissements matériels et de recherche qu'ils programmeraient de bons emplois et de bonnes formations.

C'est un des enjeux majeurs des prochaines élections régionales, on peut exiger la création de fonds publics régionaux pour l'emploi et la formation dotés d'une partie des aides publiques aux entreprises.

Ce fonds, saisi par les salariés et les citoyens pourrait prendre tout ou partie du taux d'intérêt des crédits pour l'investissement des PME en fonction des emplois et formations programmés. Ainsi on commencerait à conquérir par le crédit une prise populaire sur les profits.

AGENDA

■ **Jeudi 28 janvier**
À 20h

Chez Ghani

Réunion Cellule Est
avec la participation de la
LDH

■ **Mercredi 24 février**
À 18h

Centre Culturel Belfort Nord

Réunion
Cellule Belfort Nord

DERNIERE MINUTE

*Un accord a été
trouvé entre le Parti
de Gauche, le PCF
et les Alternatifs
pour les élections
régionales*

Réforme des lycées

On peut distinguer deux axes principaux dans la réforme des lycées : la réforme de la structure d'enseignement au lycée proprement dite, ainsi qu'une réforme du mode de gestion des établissements publics d'enseignement, qui inclut donc les collèges.

A propos du premier axe, la suppression de l'enseignement obligatoire de l'histoire-géographie en classe de terminale scientifique a suscité de vives réactions médiatiques. Mais la mesure forte de Luc Chatel, à savoir le remplacement d'heures d'enseignement disciplinaire par des heures d'accompagnement des élèves, a de quoi inquiéter tout autant, sinon plus. La définition du contenu de ces heures d'accompagnement est renvoyée aux établissements. Elles pourraient inclure une aide à la construction d'un projet scolaire et professionnel, un retour sur les méthodes de travail, ... Ces heures sont donc avant tout destinées aux élèves en situation d'échec scolaire. mais on prive un peu plus d'heures d'enseignement ceux qui en ont le plus besoin. Cette mesure est de nature à renforcer la ségrégation scolaire.

De façon plus générale, on peut mettre en évidence une profonde remise en question de l'approche disciplinaire de l'enseignement : *réduction globale des heures d'enseignement disciplinaire, changements de programme dénaturant parfois totalement les disciplines traditionnelles, évalua-*

tion par compétence et non plus des connaissances.

Ainsi, l'accès à une culture commune et à la connaissance, indissociables de l'émancipation humaine, n'est plus un objectif du lycée. Celui-ci devient le lieu de l'évaluation de compétences immédiatement utilisables.

Quant au deuxième axe de la réforme Chatel, relatif au mode de gestion des établissements, il vise un pouvoir accru des chefs d'établissement. Grâce à une série de mesures techniques, ceux-ci obtiendraient de nouveaux pouvoirs : recrutement et évaluation des enseignants, choix pédagogiques

En fait, c'est le cadre national de l'éducation, qui garantit une égalité d'accès à l'instruction - via le concours national de recrutement des professeurs et les structures et programmes nationaux - qui est profondément remis en question.

Cette réforme est à rapprocher de la loi de finance de 2010 qui prévoit la suppression de 16000 postes dans le secteur public et d'autre part que le nombre de postes ouverts au concours externes de l'enseignement privé (CAFEP—CAPES) va être doublé cette année (569 pour 2009, 1260 pour 2010).

Le gouvernement organise la pénurie dans le public, il œuvre au renforcement du secteur privé d'enseignement.

SARKOZY

« N'A PAS COMMIS D'ERREUR »

Comment ne pas se sentir soulevé par un sentiment de révolte, quand le chef de l'Etat manque à ce point de pudeur en déclarant « on n'a pas fait d'erreur, on a laissé tomber personne ». 4 millions de chômeurs, une pauvreté qui augmente plus vite que les stocks des Restos du cœur, une précarité qui tend à devenir la norme pour des millions de salariés, un plan de relance qui a, avant tout, permis aux banques de renouer avec la spéculation.

Si tout ce bilan n'est pas le fruit d'une erreur : c'est donc une politique voulue délibérément. Le gouvernement » n'a laissé tomber personne », il avait sans doute à l'esprit les siens, les protégés du bouclier fiscal, les exemptés de la taxe professionnelle, ceux qui n'ont pas besoin des services publics pour être bien servis.

Compte rendu des réunions de cellules

■ *Cellule Nord*

Tel le phénix, le journal «le Poil à Gratter» renaît (voir exemplaire ci-joint)

■ *Cellule Est :*

Le 15 décembre : la réflexion sur le pouvoir d'achat a mené sur la réflexion concernant la contradiction du capitalisme financier.

La prochaine réunion aura pour thème : « urgence pour les libertés » le 28 janvier en liaison avec la campagne de la LDH.

Taxe carbone

93% des émissions d'origine industrielle dispensées de cette nouvelle taxe... C'était donc bien un nouvel impôt supplémentaire sur les carburants. Les familles les plus modestes étaient à nouveau mis à contribution. Le bouclier fiscal est toujours en place mais on impose les indemnités journalières des accidents du travail. Un gouvernement de droite ne peut faire qu'une politique contraire aux intérêts de ceux qui ne vivent que de leur travail.

ELECTIONS REGIONALES

Situation au 19 janvier

Les objectifs politiques du Front de Gauche pour ces élections sont de battre la droite et de faire progresser une ligne de transformation sociale au sein de la gauche rassemblée dans **une majorité de gestion**. Des élus utiles à la population sont en effet des élus qui à la fois ont un ancrage social, sont un relais des mobilisations populaires et en même temps participent aux institutions pour faire avancer les dossiers qui améliorent le quotidien des gens. Cette participation aux institutions, avec des forces politiques qui ne partagent pas le même objectif de transformation de la société, se réalise forcément dans une dynamique de « conflit coopération », dans laquelle les avancées sont fonction de la capacité des élus à faire intervenir les citoyens et à faire « bouger les lignes » au sein des assemblées. L'action actuelle des élus communistes à la Communauté d'Agglomération du Pays de Montbéliard pour faire repasser la distribution d'eau en gestion publique et faire baisser de 30% la facture d'eau des ménages est exemplaire de ce point de vue.

Cette perspective de rassemblement des forces de gauche pour gérer ensemble les régions est nécessaire pour créer la mobilisation électorale à même d'empêcher la droite sarkozyste de s'emparer des régions et parachever son œuvre de démolition sociale. Or le NPA ne partage pas cet objectif de constituer **une majorité de gestion** avec le PS et Europe Ecologie. O.Besancenot l'a exprimé très clairement, c'est la raison qui explique qu'il n'y ait pas eu d'accord national entre le Front de Gauche et le NPA, en dépit de « la

CAMPAGNE

« Urgence pour les libertés, pour les droits »

Le PCF 90 s'associe à cette initiative de la LDH et aux actions qui seront menées. Avec un temps fort : la venue de Henri LECLERC le 23 février. Daniel Braconnier, Joël Niess et Josette Couqueberg suivent cette initiative, si vous voulez vous y associer, merci de vous rapprocher d'eux

main tendue » au NPA. Localement les adhérents du NPA sont majoritairement en accord avec la position nationale de leur parti, comme l'a clairement montré leur vote. Les conditions qu'ils ont imposées pour l'éventualité d'un accord de 2ème tour avec le PS (ou Europe Ecologie) sont telles qu'elles rendent impossible un tel accord : l'exigence incontournable « que le PS reprenne au soir du 1er tour l'intégralité du programme défendu au 1er tour signifie clairement **qu'on ne veut pas d'un tel accord**.

Nous regrettons que pour l'instant le PG et les Alternatifs en Franche Comté s'alignent sur cette position du NPA qui ne correspond pas à celle de l'accord national qu'ils ont signé avec le PCF dans le cadre des listes « Ensemble pour des régions à gauche, solidaires, écologiques et citoyennes » Ici même en Franche Comté, la direction nationale du PCF a fait au PG la proposition hyper avantageuse de conduire la liste régionale et deux listes départementales sur quatre dont le Doubs.

Les communistes restent quant à eux fidèles à l'orientation du Front de Gauche élargi, votée par les militants franc-comtois et au cadre national qui a été tracé. La tentation de faire plus de voix ne saurait nous faire renoncer à la clarté des objectifs politiques. Ce serait ne pas respecter les électeurs que de nouer une alliance factice au 1er tour vouée à l'implosion dès le lendemain. Notre sens de la morale en politique est étranger à un tel opportunisme électoral.

CLIMAT : POINT DE VUE

L'argument majeur, invoqué au sommet de Copenhague sur le climat, le prétexte avancé pour nous assujettir à la taxe carbone repose sur l'hypothèse suivante : l'ajout de gaz carbonique (CO₂) dans l'atmosphère rend et rendra la planète beaucoup plus chaude. Rien n'est démontré et pourtant tout découle de ce postulat.

Il n'empêche que si le CO₂ n'est pas la cause déterminante du réchauffement climatique, nous assistons alors, de fait, à un détournement de fonds publics gigantesque au détriment d'autres problèmes avérés comme la faim dans le monde, l'accès à l'eau potable pour des millions de gens, la démographie, les traitements des déchets, la pollution etc.

Cette arnaque n'aurait rien à envier à celle sur la grippe aviaire, la vache folle, et en ce moment la grippe porcine.

Le brouhaha incessant à dominante catastrophiste concernant ces affaires climatiques est entretenu sans relâche. Les médias, le monde industriel, le monde financier, tous voient dans la gestion du carbone et l'énergie propre un nouvel Eldorado pour leur business. La manipulation massive de l'opinion publique mondiale, faite d'affirmations péremptoires et de chantage à la peur est quotidienne. Les capitalistes y trouvent leur intérêt économique, les écologistes les plus intégristes un intérêt idéologique. Au final tout ça détourne l'attention des sujets fâcheux comme la crise, le renflouement des banques, les privatisations des services publics, les délocalisations, le chômage, la fermeture des hôpitaux, l'attaque contre la laïcité, les droits des migrants ignorés, les syndicalistes victimes de violences, etc....

Alors, les preuves existent-elles vraiment? Déjà, il faut faire attention au raisonnement erroné suivant: le réchauffement climatique s'il est attesté n'est pas la preuve que les GES (gaz à effet de serre) dont le CO₂ en sont à l'origine. Et pourquoi assimiler le CO₂ qui est un fertilisant à de la pollution et qui, parfois, est utilisé pour améliorer les rendements agricoles

Ceci dit : le CO₂ ne représente que 0,038% de l'atmosphère qui se compose de 78,1 % d'azote, 20,9 % d'oxygène, 0,93 % d'argon et 1 % de gaz rares. Dans ces 0,038% de CO₂ seule une partie est d'origine anthropique (due à l'activité humaine), l'autre est naturelle. On l'oublie souvent : le CO₂ n'est pas le principal GES, en effet c'est la vapeur d'eau (H₂O) qui compte pour 60 à 80% selon les sources. Par ailleurs, le CO₂ ne reste pas sagement où il se trouve et en permanence il se produit des échanges gigantesques très efficaces entre la terre et les océans : surface et profondeur.

Ainsi sur un échange permanent de quelques 300 milliards de tonnes de carbone par an pour un total de 42000, l'activité humaine compterait pour 3 milliards de tonnes. Donc avec une croissance de l'ordre de 0,3 %, c'est **0,009** milliard de tonne supplémentaire par an. Autant dire pas grand-chose pour influencer sur le climat.

D'après la théorie de l'effet de serre, si la terre est bien réchauffée par les GES on devrait en voir les premiers signes à 10 km au dessus des tropiques. Mais ce point chaud, (la signature pour les scientifiques) n'a toujours pas été trouvé malgré le travail des satellites et autres ballons-sondes météo.

L'étude des carottes glacières a dans un premier temps montré que tout au long de l'histoire de la terre, il y avait une corrélation entre les périodes chaudes et les niveaux de CO₂ dans l'atmosphère. C'était l'argument massue des tenants du réchauffement climatique anthropique. Dans un deuxième temps, il a été découvert que les températures élevées précédaient les niveaux de CO₂ de 200 à 800 ans. Par conséquent, le haut niveau de CO₂ n'a jamais été la cause des hausses des températures mais plutôt leurs conséquences.

Depuis 2001, aucun réchauffement n'a été enregistré, et d'après certains climatologues nous devrions aller vers deux ou trois décennies plus froides, alors que nous émettons, faut-il le rappeler toujours plus de CO₂. C'est donc bien que d'autres phénomènes prévalent qui sont sous estimés, voire ignorés. Contrairement à ce que l'on nous dit, il n'y a pas consensus parmi les scientifiques. Certains pensent que d'autres facteurs naturels prédominent qui aux yeux des sceptiques du climat paraissent plus pertinent que le taux de CO₂ : les cycles du soleil, les océans, les nuages, les courants marins. etc ...

Alors, si l'on admet que le CO₂ n'est pas la cause du réchauffement climatique, l'argument selon lequel les pays industriels auraient une dette écologique vis-à-vis des pays en développement ne tient plus. L'aide à ces pays pauvres ne peut donc reposer sur cette base culpabilisante pour chacun de nous, mais plutôt sur une base coopérative. Ces pays souffrent principalement des modes de développements imposés par les capitalistes. La solidarité avec ces pays passe d'abord par l'annulation de leur dette, qui en plus d'un acte de justice, leur permettrait de financer les infrastructures nécessaires à leurs développements, les secteurs sociaux essentiels et finalement contribuerait à protéger l'environnement.

S'il s'agissait vraiment de sauver la planète (rien de moins), pourquoi alors ne pas ajouter à la lutte contre l'effet de serre, celle contre le nucléaire à des fins militaires ? Pourtant, un accident, une guerre, auraient des effets bien plus néfastes sur l'environnement et vraisemblablement sur le climat que le CO₂. Non ? Mais de cela personne n'en parle. La responsabilité du système capitaliste vis-à-vis de ces pays du Sud ne peut se diluer derrière une soit disant dette écologique. Il n'est pas possible de faire l'impasse sur l'analyse des vraies causes: recherche du profit maximum qui génère la pauvreté et n'a que faire de l'environnement, guerre, démographie, religion, FMI ... Le capitalisme : les communistes le savent depuis des lustres, ce n'est bon ni pour les peuples, ni pour la planète.

JACQUES JOUQUEZ